

République tchèque

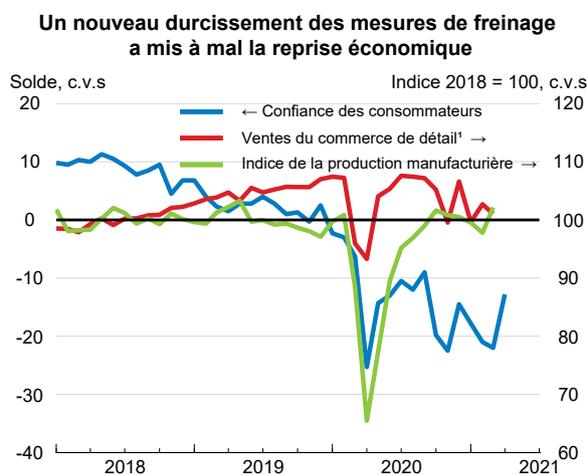
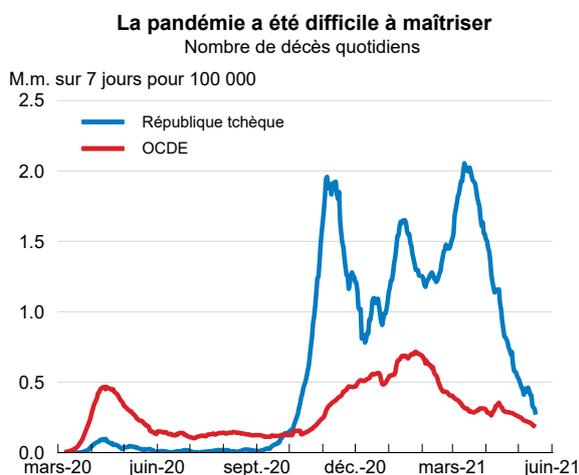
Après avoir subi une forte contraction en 2020, le PIB se redressera de 3.3 % en 2021 et de 4.9 % en 2022, selon les projections. La République tchèque a enregistré l'un des taux de contamination et de mortalité parmi les plus élevés de la zone OCDE et les progrès sur le front de la vaccination ont été relativement lents, ce qui a différé l'assouplissement des mesures de freinage. La reprise s'accélérera néanmoins au second semestre 2021, une fois qu'une plus grande proportion de la population aura été vaccinée, ce qui provoquera un rebond de l'activité du secteur des services et stimulera la consommation et l'investissement privés. L'inflation est repartie à la hausse en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des carburants. Elle devrait rester comprise entre 2 et 3 % au deuxième semestre 2021 et en 2022. Le chômage commencera à reculer.

La politique reste très accommodante, à juste titre. Le déficit public se creusera davantage en 2021, sous l'effet des récentes modifications de la fiscalité et de la prolongation des mesures d'urgence visant à soutenir les revenus et les emplois et à accompagner les secteurs durement touchés. Un assainissement progressif des finances publiques est prévu par la suite. Les mesures budgétaires devraient s'attacher à faciliter les reconversions professionnelles et chercher à limiter la pauvreté et le dénuement. Pour le moment, la Banque nationale tchèque devrait conserver une politique accommodante. Un relèvement progressif des taux d'intérêt devrait être amorcé vers fin 2021.

La pandémie a été difficile à maîtriser

La République tchèque a été confrontée à une grave crise de santé publique dans le contexte de la pandémie. Fin avril 2021, elle enregistrait 273 décès liés au COVID-19 pour 100 000 habitants en valeur cumulée, soit plus du double de la moyenne de l'UE. Pour juguler une pandémie aux effets dévastateurs, des mesures strictes de freinage ont été mises en place, parmi lesquelles la fermeture des écoles et d'une grande partie des secteurs de la vente au détail et des services. Au printemps 2021, la campagne de vaccination s'est accélérée, mais à un rythme moindre que dans les pays comparables. Un assouplissement progressif des mesures de freinage a débuté à la mi-avril.

République tchèque



1. Ventes au détail, hors véhicules à moteur et motocycles, à prix constants.

Source: Calculs de l'OCDE à partir de Our World in Data ; et Office statistique tchèque.

République tchèque : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République tchèque						
PIB aux prix du marché	5 117.4	3.2	2.2	-5.6	3.3	4.9
Consommation privée	2 422.0	3.5	3.0	-5.2	1.1	5.6
Consommation publique	958.7	3.8	2.2	3.5	3.8	0.5
Formation brute de capital fixe	1 275.7	10.0	2.2	-8.1	-2.4	7.8
Demande intérieure finale	4 656.4	5.3	2.6	-4.2	0.8	4.9
Variation des stocks ¹	73.1	-0.5	-0.2	-1.4	-0.8	0.0
Demande intérieure totale	4 729.5	4.7	2.4	-5.6	-0.1	5.0
Exportations de biens et services	4 048.4	3.7	1.2	-6.0	13.3	6.1
Importations de biens et services	3 660.5	5.8	1.3	-6.1	9.5	6.5
Exportations nettes ¹	387.9	-1.2	0.0	-0.3	3.4	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	2.6	3.9	4.2	3.1	2.4
Indice des prix à la consommation	–	2.1	2.8	3.2	2.4	2.3
IPC sous-jacent ²	–	2.4	2.5	3.6	2.9	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	–	2.2	2.0	2.5	3.5	3.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	–	7.5	7.8	14.2	13.3	10.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.9	0.3	-6.2	-8.7	-4.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	39.7	37.7	47.0	54.8	58.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	–	32.0	30.3	38.1	45.9	49.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	0.4	0.3	3.6	5.2	3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

StatLink <https://stat.link/95qrfq>

Un nouveau durcissement des mesures de freinage a fragilisé la reprise économique

Début 2021, l'économie tchèque était encore fortement pénalisée par la pandémie en cours, qui a interrompu la reprise de l'activité amorcée au troisième trimestre de 2020. Les services ont continué de faire l'objet d'importantes restrictions. L'industrie manufacturière, qui s'était totalement redressée fin 2020, a été elle aussi confrontée à des difficultés dues au ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux et à des contraintes affectant l'offre. La confiance des entreprises et des consommateurs est restée en deçà des niveaux d'avant la crise. Le taux de chômage a augmenté mais est resté très faible, à 3.3 %, ce qui s'explique par des tensions sur le marché du travail qui existaient avant la crise et par les mesures publiques de soutien. Après avoir reculé pendant un semestre environ, l'inflation s'est inscrite en légère hausse au printemps 2021. En avril, elle s'est établit à 3.1 %, dépassant la limite supérieure de la fourchette-cible de 1 à 3 %, sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole.

La politique économique reste très accommodante

En 2020, le gouvernement a adopté un ensemble de mesures de soutien d'urgence généreux, dont des dispositifs de maintien dans l'emploi, des garanties de revenu pour les travailleurs indépendants et les parents qui ont dû rester à leur domicile ainsi que des programmes de prêts et de garanties afin d'accroître les liquidités des entreprises. Beaucoup de ces mesures ont été prolongées en 2021, et la politique budgétaire reste fortement expansionniste. D'autres dispositifs ont été mis en place pour cibler les entreprises et les secteurs les plus touchés, notamment dans le tourisme, la restauration, le sport et la culture. Des prêts et des garanties ont été accordés pour stimuler l'investissement. En janvier 2021, un plan de relance fiscale est entré en vigueur, dont l'objectif est de stimuler la croissance de la consommation et de l'investissement. Les mesures qu'il contient ont allégé l'impôt sur le revenu des personnes physiques et instauré un régime d'amortissement accéléré des actifs acquis en 2020 et en 2021. Les politiques monétaire et financière sont restées accommodantes, le taux directeur s'élevant à 0.25 % et le volant de fonds propres contracyclique à 0.5 %.

Une reprise économique soutenue devrait débiter à la mi-2021

Selon les projections, l'économie commencera à se redresser à l'été 2021, une fois que la vaccination aura avancé et que les mesures de freinage auront été assouplies. La consommation des ménages et l'investissement rebondiront à mesure que l'incertitude s'estompera et que la confiance s'améliorera. Parallèlement, le raffermissement de la demande extérieure stimulera les exportations. Le chômage ne reculera que progressivement en raison de la fin de la politique accommodante et d'une augmentation attendue des faillites. L'inflation oscillera entre 2 et 3 %, portée par le renchérissement des carburants et des produits alimentaires. Toutefois, l'incertitude demeure grande. Le secteur manufacturier pourrait pâtir de perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales en cas de nouvelles vagues épidémiques. À l'inverse, l'actuel soutien massif des pouvoirs publics pourrait avoir un impact positif plus prononcé et les ménages pourraient réduire leur épargne, qui est actuellement élevée, plus vite que supposé.

Les politiques publiques devraient faciliter les reconversions professionnelles et favoriser une reprise verte

La politique monétaire a été accommodante, à juste titre. Cependant, une fois que la reprise sera bien engagée, une normalisation progressive des taux d'intérêt devrait être envisagée. Les outils macroprudentiels et le volant de fonds propres contracyclique normal devraient être réactivés pour neutraliser les risques sur le marché du logement et reconstituer une marge de manœuvre suffisante. Sur le plan budgétaire, un assainissement à hauteur de 0.5 point de pourcentage du PIB (en termes structurels, par an) est prévu à compter de 2022, ce qui, sans nouvelles déconvenues, est approprié. Les politiques actives du marché du travail et les programmes de formation et de recyclage professionnel devraient être renforcés et les procédures d'insolvabilité accélérées en vue de faciliter un redéploiement des ressources. Permettre l'accès à l'emploi des personnes inactives, notamment les mères d'enfants en bas âge, pourrait aussi jouer en faveur de la croissance. Les aides à l'investissement pour consolider la reprise sont une occasion de promouvoir une économie plus respectueuse de l'environnement et de stimuler l'activité de R-D et d'innovation, ce qui figure dans le Programme national de réformes.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/edfbca02-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/52c887b0-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.